

18 au 21 février 2017 rubrique nécrologique	2
18 au 21 février 2017 revue thématique DD	3
18 au 21 février 2017 revue de presse	9

LA DÉPÊCHE

D U M I D I

Nord-Est

**SAINT-JEAN (31)
BAGNÈRES-DE-BIGORRE (65)**

M. Gilbert VIOLET, son époux ;
ses fils ;
ses parents et sa sœur,
les familles VIOLET, MOLINA,
GALLON et ALMENDRA
ont la douleur de vous faire part
du décès de

**Madame
Marie-Hélène VIOLET**

Née MOLINA

survenu à l'âge de 60 ans.
La cérémonie religieuse sera
célébrée le mardi 21 février 2017,
à 15 heures, en l'église de
Saint-Jean.

Un dernier hommage peut lui
être rendu à la chambre funé-
raire de Saint-Jean.
Le présent avis tient lieu de
faire-part.

S'informer : PF Saint-Jeannaises
Saint-Jean, Balma, tél. 05.61.35.04.05

18 FEV. 2017



BON GOÛT, BON SENS

Cela faisait des décennies que nous avions les yeux fermés ce qu'il y avait dans nos assiettes. Comme si le progrès, la civilisation, la science, avaient résolu de manière définitive cette équation fondamentale : comment nourrir quatre, puis cinq, puis six, puis sept milliards d'humains. Voilà comment un peu partout dans le monde, on a assisté à une course à la démesure dans la production alimentaire. Déjà dans les années 30, on s'amusa de cette usine (légendaire ?) de Chicago où le cochon rentrait par un côté et où les saucisses sortaient par l'autre. Depuis, la mécanique n'a fait que s'embalier : les serres géantes d'Andalousie, les piscicultures monstrueuses d'Asie du Sud-Est, la déforestation de l'Indonésie pour l'huile de palme, la destruction de l'Amazonie pour faire pousser le soja que l'on donnera à des vaches entassées par milliers dans des usines à viande...

Oui, le cauchemar est déjà là.

Alors, le circuit court est celui du bon sens. Tout d'abord, il nous fait – à tous les sens du terme – renouer avec nos racines. La France a longtemps été paysanne, et, en chacun d'entre nous, il y a un rural qui sommeille, peut-être l'écho d'un grand-père vigneron ou d'une ancêtre gardeuse d'oeie. Nous avons la nostalgie d'un paradis perdu, où l'on allait gober les œufs récoltés sous la paille et croquer les fèves à moitié mûres dans leur gousse. En ce sens,

les Amap (Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne) maintiennent entre les ruraux et les urbains ce lien précieux – du producteur au consommateur – qui a le goût de l'authenticité. Finalement, ces choux ou ces radis qui l'on va cuire, on aura un peu l'impression de les connaître, à l'inverse de ces tonnes de légumes qui déboulet par conteneurs sur les étals des supermarchés.

Le deuxième avantage de ces circuits courts, c'est que nous n'avons plus tellement le choix, en matière de transports : si l'on veut réduire notre bilan carbone, il va falloir comprendre vite qu'il vaut mieux consommer les fruits d'ici que de là-bas, même si, à l'occasion, on peut s'offrir un ananas ou une banane.

Mais ce qui est sans doute le plus important – la partie cachée de l'iceberg –, c'est que les produits de l'agriculture industrielle sont gavés de pesticides, de fongicides, d'antibiotiques, qu'ils ont poussé à la lumière artificielle, et qu'à terme, ils déposent dans notre organisme des bombes à retardement : cancer, perturbations endocriniennes, allergies... Les circuits courts sont presque toujours des circuits bio ou du moins issus d'une « agriculture raisonnée ». Voudriez-vous en plus une cerise sur ce gâteau de fruits et légumes ? Ces circuits sont tout simplement excellents pour notre économie. Et pour nos emplois.

Renouer avec le terroir

l'essentiel

Les circuits courts rencontrent un franc succès : produits locaux, réductions du nombre d'intermédiaires. Les boutiques de producteurs se développent dans les villes. Le réseau des Amap, Association pour le maintien d'une agriculture paysanne, s'étoffe. Ces démarches permettent de retourner aux traditions.

courts, soit un exploitant sur cinq. Avec au maximum un intermédiaire entre le consommateur et le producteur, ce mode de distribution peut se présenter sous différentes formes. Paniers paysans, Amap ou vente à la ferme, chaque solution permet de consommer mieux, bio et local. Et elles font beaucoup d'adeptes chez les particuliers, soucieux de leur impact environnemental. Une implication pas seulement à l'échelle de l'individu, mais qui peut se traduire par un engagement à plus grande échelle.

Représenter l'agriculture

Les chambres d'agriculture ont suivi le mouvement. Parfois même, elles le précèdent.

« En partant des crises qui frappent le monde agricole ces dernières années et le manque de valorisation de nos produits, nous avons décidé de créer ou d'encourager les réseaux de circuit court (lire ci-dessous et page 3), explique Yvon Parayre, président de la chambre d'agriculture 31. Il s'agit de rapprocher les intérêts des agriculteurs des demandes des consommateurs. Nous sommes en phase avec une demande sociétale de produits de qualité et de proximité ». Et puis à l'heure du tout média, « c'est aussi l'occasion de donner une autre image de l'agriculture, relève une animatrice des réseaux. Pas des gens qui râlent cloîtrés dans leur ferme mais des agriculteurs qui sont ouverts aux autres ».

Auparavant vu comme une simple lubie ou réservé « à certaines communautés », l'opinion concernant les produits locaux et bio change. Les circuits courts sont aujourd'hui synonymes de traditions renouvelées.

Françoise de Vaugelas

Pesticides, augmentation du prix des fruits et légumes d'importation, rémunération des exploitants... les raisons qui nous poussent à repenser notre mode d'alimentation sont nombreuses. Beaucoup de consommateurs se tournent vers les « rayons bio » des grandes surfaces. En 2016, les ventes de produits biologiques ont augmenté de plus de 20 %. Mais consommer bio ne veut pas forcément dire local. Les produits vendus en grandes surfaces sont bien souvent importés. Une autre solution qui de plus en plus d'adeptes et permet de consommer local et plus responsable : les circuits courts.

Un succès pas si nouveau

Historiquement, ce mode de distribution était le plus répandu, surtout à proximité des villes. C'est au cours du XX^e siècle que les circuits courts se sont raréfiés. Étalement urbain, développement de l'industrie et mondialisation ont eu raison de l'agriculture de proximité. Mais elle est aujourd'hui en plein essor. En 2012, c'était 21 % des producteurs agricoles qui vendaient leurs produits en circuits courts.

expert

« Bon pour le producteur, bon pour le consommateur »



ne concernent pas que les agriculteurs (lire page 3). Un exploitant peut procéder à la vente directe à la ferme, sur un marché, dans un magasin de produits fermiers ou encore sur le « Drive fermier toulousain » ou la plateforme « Produit sur son 31 » initiés par la chambre d'agriculture (lire page 3). Cela reste un circuit court quand il implique un seul intermédiaire. On intègre également la notion de circuit de proximité, sur une zone de 100 km maxi entre le producteur et le consommateur.

Le circuit court, notamment avec les Amap, est souvent identifié aux fruits et légumes...

En Haute-Garonne, comme dans la région Midi-Pyrénées, le secteur le plus impliqué dans la vente directe aux particuliers est celui des produits carnés ! Mais la chambre veut aussi développer le circuit court dans ce secteur à destination des professionnels. D'où la création de l'association « Engras' expérience » pour permettre aux professionnels de la vente au détail de trouver une clientèle « bobo » ou aisé ?

Pas de bobo ! On trouve toute catégorie de clientèle. Si vous faites allusion aux prix pratiqués, sur des produits de qualité équivalente, ceux en circuit court ne sont pas plus chers. C'est d'ailleurs logique, il y a moins d'intermédiaires. C'est rémunérant pour le producteur et tout hon hon pour le con-

LA DÉPÈCHE

TOUTE L'INFO TOUT LE TEMPS, PARTOUT !

LE JOURNAL PAPIER
livré à domicile

L'OFFRE PREMIUM
Accès à toutes les éditions départementales du journal numérique dès 4h du matin

Tous les contenus de **ladepeche.fr** en illimité sur ordinateur, tablette, mobile

Le flash info vidéo quotidien dès 18h30

Et toujours les avantages du Club Abonnés...

DEVENEZ VOUS AUSSI UN LECTEUR PRIVILÉGIÉ !

Pour toute information contactez le 09 70 80 80 81 (Appel non surtaxé, coût d'un appel local) et par mail à depecheabos@ladepeche.fr. Découvrez toutes nos offres sur clubabonnes.ladepeche.fr

Dimanche, en exclusivité dans LA DÉPÈCHE

Architecture : Vive le XX^e siècle !

Cinéma : Un Lotois au générique de « Jackie »

Insolite : Un Toulousain star de la télé sénégalaise

Chant : Vingt ans au cœur des « Eléments »

et en plus, votre TV Mag

18 au 21 février 2017, revue thématique DD et Femina





Quand les paniers sont trop gros, les adhérents de Sambanane se répartissent les légumes. / Photo DDM, Michel Viala

LES AMAP : PLUS QU'UN MODE DE VIE, UNE COMMUNAUTÉ

À l'arrière d'un utilitaire jaune, Benjamin, Simon et Philippe déchargent caisse après caisse. Salades, carottes, pommes de terre... que des légumes de saison. C'est à la maison de quartier sur le boulevard Matablau qu'a lieu tous les jeudis soir la distribution de paniers de légumes de l'Amap Sambanane. Et « ici, chacun met la main à la pâte » explique Benjamin.

Plus qu'une simple Amap, une communauté. Sambanane fonctionne sur un principe participatif. « C'est faisable car les gens aident ». Pour Philippe, la participation de chacun est nécessaire. Ce producteur à la barbe blanche, qui fournit tous les légumes de l'Amap, reçoit régulièrement des coups de main des adhérents. Pendant les hivers un peu rudes, ils sont nombreux à venir. « On tient à nos carottes » plaîtante Simon. Et le fait que les adhérents jouent le jeu, cela permet d'avoir une diversité des produits. Pour une centaine d'adhérents, c'est 32 paniers qui sont ainsi distribués chaque jeudi soir. Avec ses 8 kilogrammes en hiver (et 12 en été), un panier fournit des légumes toute la semaine pour une famille de 4 personnes. « Il faut compter 13 euros pour un demi-panier », explique Aline. Et on peut également

commander vin, bière, volailles et pains, le tout bio et local.

« Outre les bons produits, on recherche aussi une certaine ambiance » confie Benjamin en répartissant des carottes dans les paniers. Et ça se ressent. Les gens ne font pas que passer pour récupérer leur panier. Les membres de cette communauté se retrouvent autour d'un verre de bière, bio et locale bien sûr, et partagent un moment entre amis. Comme lorsqu'ils vont aider les producteurs dans leurs exploitations. La découpe des volailles, les récoltes... les adhérents s'engagent dès le début à prendre part à la vie de cette communauté. Et ce sont eux aussi qui assurent le lien entre le collectif et les producteurs. « On peut passer jusqu'à 4 ou 5 heures avec l'exploitant. » Concours de cuisine, concerts, ménous et autres coulisses, l'association se débrouille pour resserrer les liens entre les membres, et ça marche.

Même s'il fournit certaines cantines scolaires du Gers et des Bio-coop, Philippe aimerait fonctionner uniquement avec des AMAPs. « Je suis heureux de venir le jeudi soir. »

F. de V.

Plus d'informations sur : <https://amapsambanane.com/>

BARONNIES: DE LA VIANDE AU CHOIX

Les Paysans des Baronnies est une appellation proposant à la vente les produits issus de ce terroir, situé au pied du Parc national des Pyrénées. Cette appellation regroupe une dizaine de producteurs du département des Hautes-Pyrénées. La région présentant peu de cultivateurs, la majorité des produits sont carnés.

Le principe de l'appellation : réunir autour d'une table producteurs, consommateurs et distributeurs. Tous ensemble, ils établissent la charte. « Le travail se fait dans la transparence » précise Bernard Prieur, qui est à l'origine de cette initiative. La charte établit une qualité des produits qui est équivalente à celle des produits « bio ».

Le consommateur va pouvoir demander un certain type de produits au producteur, il va pouvoir choisir exactement ce qu'il désire. Le prix sera ensuite fixé par



l'ensemble du comité. Et tout le monde s'y retrouve. Le consommateur sait exactement ce qu'il consomme, le producteur perçoit la somme demandée et le distributeur a sa marge.

Avant la commercialisation de chaque produit, un comité de sélection, composé de tous les acteurs de cette filière, se déplace pour vérifier la qualité des produits : chaque bête est « inspectée » avant de décider de sa mise en vente. Ce principe peut être exporté sur d'autres terroirs, pas les produits. Bernard Prieur souhaite promouvoir les terroirs, et refuse par conséquent de vendre des produits d'appellation « Les Paysans des Baronnies » dans d'autres régions. Le but est de limiter le nombre d'intermédiaires.

F. de V.

Contact : paysans-baronnies.com
paysansdesbaronnies@laposte.net

GLACIERS ET LAITIERS RÉUNIS



Les entrepreneurs aussi cherchent à mettre en place des circuits courts. Ainsi, la Confédération nationale des

glacières de France (CNGF) vient de passer une convention avec les producteurs de lait des Hautes-Pyrénées. « Elle a pour objectif, explique le Tarbais Élie Cazaussus, pâtissier-glacier et président de la CNGF, que les laitiers puissent vendre leur produit à un prix plus élevé et que nous, les glacières, nous ayons un lait de proximité et de bien meilleure qualité ». La démarche de ce meilleur ouvrier de France glacier, détenteur de trois Coupes du Monde de pâtisserie, va bientôt essaimer dans toute la France. « Nous comptons signer dans tous les départements ce genre de convention qui contribue aussi à l'aménagement du territoire en conformité avec l'Occitanie, première région agricole de France. »

« cette initiative

DRIVE FERMIER TOULOUSAIN : LA BOUTIQUE VIRTUELLE DE LA FERME

Vous voulez acheter des produits fermiers mais vous n'avez pas le temps de flâner dans les rayons ? Il est possible de passer commande en ligne et de retirer votre panier plus tard.

Légumes frais, fromages, vins, viandes, foie gras, escargots, miel... les agriculteurs mettent en ligne leurs produits chaque semaine. L'objectif est de proposer une gamme de produits issus de l'agriculture de Haute-Garonne et de Midi-Pyrénées. Les producteurs préparent eux-mêmes votre commande et vous accueillent le vendredi pour vous remettre votre panier. 35 agriculteurs adhérents préparent environ 150 paniers par semaine. Et ce depuis 2014. C'est une initiative de la chambre d'agriculture de Haute-Garonne.

Comment ça marche ? Il suffit de passer votre commande avant le mardi minuit. Le vendredi, vous



qui vous le remettra.

Pour l'instant, les points de retrait sont répartis dans quatre communes. La ville de Toulouse en compte trois à elle seule. Mais l'association compte bien se développer. Elle souhaite faire entrer de nouveaux agriculteurs et développer de nouveaux points de retrait. Il vous sera peut-être même possible de vous faire livrer. L'association réfléchit à la mise en place d'un système de livraison à domicile ou sur votre lieu de travail.

F. de V.

Plus d'informations sur :

ALBI BIENTÔT AUTOSUFFISANTE ?

En 2014, la ville d'Albi s'est fixé comme objectif d'atteindre l'autosuffisance alimentaire d'ici à 2020. Le but de cette initiative est de fournir en ressources alimentaires l'ensemble des Albiens dans un rayon de 60 kilomètres.

En plus de fournir des produits locaux provenant d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement, cette autosuffisance permettrait un retour des jardins dans le centre-ville. On retrouverait sur les bords du Tarn, tomates, courgettes et poires passe-crassane qui faisaient la fierté d'autan de la ville d'Albi.

Pour atteindre ce but, plusieurs stratégies sont mises en place. L'association Incroyables comestibles développe les jardins partagés en ville. Ces potagers permettent à ceux qui le souhaitent de venir jardiner et/ou récolter gratuitement des fruits et légumes. Les maraîchers de la zone d'action différée et le lycée de Fonlabour développent la culture maraîchère et les circuits



courts de proximité. L'avis des Albiens à propos des différents projets est consulté. L'utilisation de l'espace public est un des principaux sujets évoqués. L'idée est de mettre en place des jardins partagés, de donner un caractère nourricier à ces espaces sans porter atteinte à l'esthétique des lieux. Certains espaces privés pourraient être reconquis : une plateforme informatique mettant en relation propriétaires et personnes souhaitant trouver un espace de jardinage est en cours de réflexion.

L'ensemble des jardins partagés est cultivé en permaculture, autrement dit avec des

techniques agricoles écologiques. Qu'elles soient africaine (jardinage en trou de serrure), américaine (culture en lasagne) ou canadienne (résidus de broyage de branches), toutes ces techniques employées à Albi permettent la culture de fruits et légumes, en respectant les ressources environnementales.

F. de V.

PRODUIT SUR SON 31, UNE PLATEFORME POUR LES PROS

Des producteurs qui ne parvenaient pas à écouter leur production d'un côté ; des consommateurs à la recherche de nourriture saine



et produite localement de l'autre : l'association Produit sur son 31 a saisi l'opportunité de faire le lien. En décembre 2011, des agriculteurs de Haute-Garonne et du Tarn se regroupent et fondent cette association loi 1901 avec pour objectifs de promouvoir les productions issues des exploitations agricoles de ces départements et de les valoriser par un débouché local. Le conseil d'administration est composé uniquement de membres des chambres d'agriculture de la Haute-Garonne et du Tarn, et d'exploitants des différentes filières de production que sont viande, épicerie, produits laitiers, fruits et légumes et boissons. L'association s'occupe de tout : groupement de l'offre, gestion, promotion, commercialisation et facturation des produits.

Pour structurer le tout : une plateforme de distribution installée sur le MIN (Marché d'intérêt national) de Foncède. En adhérant à cette plateforme, les producteurs s'engagent sur une charte de qualité et des cahiers des charges qui garantissent origine, traçabilité et fraîcheur des produits. Leurs clients sont uniquement des professionnels : la restauration collective, la restauration commerciale et les magasins. Cette marque repère permet d'identifier les pro-

REPAS BIO POUR LES ÉLÈVES GERSOIS

Nombreux sont les parents qui s'inquiètent de la qualité des repas à l'école. Pour les élèves gersois, plus de soucis. Depuis le 1^{er} janvier 2009, le Conseil départemental s'est engagé pour une alimentation de qualité dans les cantines. Produits de saison, bio, labellisés et locaux sont préparés tous les matins par les chefs de cuisine.

Cette initiative s'appuie sur l'Agenda 21 et sur le Plan national nutrition santé qui est à l'origine du slogan « Mangez 5 fruits et légumes par jour ». La préparation de repas à base de produits frais livrés le matin même séduit de plus en plus les parents et les élèves. Le Conseil départemental espère pouvoir exporter cette démarche dans d'autres sites de restauration collective comme les hôpitaux et les maisons de retraite. Un bon moyen de permettre le développement des

transport

Vers un retour possible des péniches sur le canal latéral

l'essentiel ▶

Une étude réalisée en 2016 conclue à la possibilité de relancer le transport de fret sur le canal latéral à la Garonne. Des discussions sont en cours entre les VNF, les villes de Bordeaux et Toulouse et les filières susceptibles d'adhérer au projet.

Il ne faut jamais dire fontaine. Vingt-huit ans après le passage de la dernière péniche sur le canal du Midi, et vingt-trois ans après la fin du trafic marchandise sur le canal latéral à la Garonne, le transport de fret pourrait reprendre du service entre Toulouse et Bordeaux. Une étude commandée au cabinet CTS en octobre 2016 par le service des voies navigables de France (VNF), les régions Nouvelle Aquitaine et Occitanie et le grand port maritime de Bordeaux a conclu en octobre 2016 à la possibilité de relancer le fret sur les 193 km qui séparent Toulouse de Castets-en-Dorthe où le canal fait sa jonction avec la Garonne 46 km en amont de Bordeaux. Le cabinet CTS évalue à 2,5 millions de tonnes par an le poids des marchandises susceptibles de circuler entre les deux capitales régionales. Granulats et matériaux de construction représenteraient 70 % de ce fret. 12 % seraient constitués par des déblais, 5 % par des céréales, les déchets de biomasse compléteraient enfin le trafic. À l'arrivée les VNF tablent sur un gain de 2 à 5 euros par tonne transportée par rapport au coût du transport routier.

Sur les trois pôles d'activité de Toulouse, Agen et Bordeaux, ce retour du transport fluvial serait essentiellement dédié au BTP et dans une moindre mesure au transport de grain pour les gran-



Les VNF réaliseront un test de trafic d'ici la fin 2018./Photo DDM, archives

des coopératives céréaliers. À Toulouse il alimenterait en matériaux le futur chantier Toulouse Euro Sud-Ouest, et à Bordeaux la construction du nouveau quartier d'affaire Euratlantique.

Sur le papier, rien ne s'oppose ou presque au retour des Péniches et des barges. Car à l'exception des cinq écluses de Montech, dans le Tarn et

Garonne restées à l'ancien gabarit de 30 mètres, toutes les écluses ont été recalibrées à 40,5 mètres de long et 6 mètres de large dans les années 70. La circulation des grandes péniches Freyssi-

net. Le canal latéral pourrait donc accueillir de grosses péniches de 250 tonnes et des convois de barges de 500 tonnes. Selon les VNF le goulet de Montech avec ses écluses plus étroites ne poserait pas vraiment de problème. Puisque l'essentiel du trafic se ferait, comme par le passé en deux portions.

Entre Bordeaux et Montech, il serait alimenté par le fret du port de Bordeaux. Au sud de Montech ce sont les marchandises venues de Toulouse qui circuleraient sur la voie d'eau puis par la route jusqu'à Moissac.

Dans le courant de l'année les

« A Toulouse la construction d'un port sera nécessaire. Celui-ci pourrait être aménagé sur le site de l'actuel port de Lalande ».

VNF vont rencontrer les élus Toulousains et Bordelais et les professionnels des principales filières concernées pour leur demander s'ils sont intéressés par le projet.

Si entrepreneurs et élus choisissent de jouer le jeu, le port maritime de Bordeaux s'ouvrira au fret fluvial. Mais à Toulouse la construction d'un port sera nécessaire. « Celui-ci pourrait être aménagé sur le site de l'actuel port de Lalande », avance-t-on aux VNF.

Quant à l'impact de ce renouveau du transport fluvial sur l'environnement, il reste à mesurer dans sa globalité. Mais selon une estimation des Voies navigables de France, le retour des péniches pourrait se traduire par 200 camions de moins chaque jour sur la seule rocade bordelaise.

B.dv.

comminges

19 FEV. 2017

CHARLAS

Vers la création d'une unité de méthanisation



Emmanuel Boiryvent du bureau d'études PICS a présenté l'évolution du dossier méthanisation. /photo DDM HG

Cette année, l'assemblée générale de l'association cantonale de vulgarisation agricole (ACVA) était accueillie par le maire, Jean Pierre Duclos.

Autour du président Emmanuel Cagnin, l'association fédère les agriculteurs du territoire, promeut et anime l'agriculture locale, en participant au développement et au dynamisme, à l'image de son implication dans les Journées du Boulonnais en septembre dernier.

Les actions, cette année, ont porté sur la formation mettant l'accent sur les couverts végétaux et semis directs dans le but de limiter l'érosion et d'améliorer la vie du sol.

Le groupement d'intérêt économique environnemental (GIEE) qui vient d'être créé s'inscrit dans l'approfondissement de cette approche. Le projet d'installation d'une unité de méthanisation fait son chemin, dans la même logique environnementale et économique. L'état des lieux

raît une cinquantaine d'exploitations. Cette opération poursuit plusieurs objectifs : la diversification de l'activité des exploitations, leur pérennisation, la réponse aux contraintes environnementales, l'optimisation de l'épandage des effluents, la production d'une énergie renouvelable. Anaïs Layole de la Chambre d'agriculture est intervenue sur l'actualité qui touche la profession : la PAC, la modification des zones défavorisées, les zones vulnérables et « les nombreux dossiers réglementaires qui complexifient le quotidien des agriculteurs avec toujours plus de normes. »

Ludovic Germa technicien de rivière du bassin de l'Arros a exposé la gestion et la valorisation durable des ripisylves (végétation des bords de cours d'eau).

Pour la partie statutaire, le conseil d'administration qui renouvellera son bureau, a intégré trois nouveaux membres : Julie Duclos (Charlas), Didier Daunes (Larroque) et Jérôme Adoue (Boulogne).

D'où vient l'électricité que nous consommons en Haute-Garonne

l'essentiel ▶

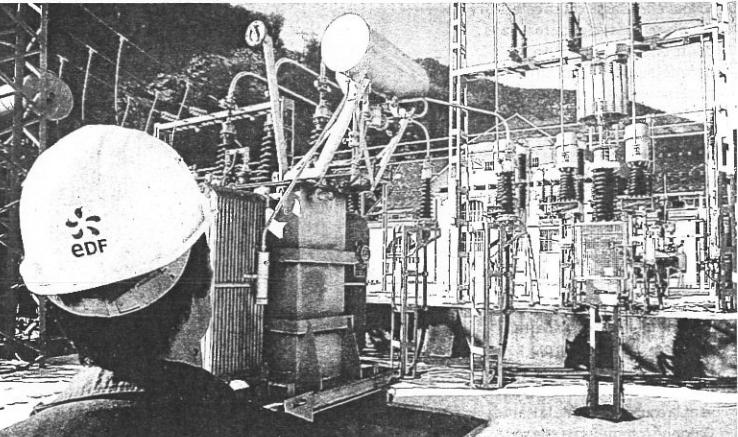
Nucléaire, éolienne, solaire ou encore hydraulique, l'électricité consommée par la population du département a de multiples sources qui varient chaque année, chaque saison, chaque heure. Le département consomme, mais produit aussi.

Les sources d'électricité varient non seulement chaque année, mais aussi chaque saison, chaque jour, chaque heure et chaque instant. Ainsi, au cours d'une journée, selon les conditions d'ensollement, par exemple, les sources d'électricité se complètent et se remplacent. L'électricité provient de la production du département et du reste de la région Occitanie, mais aussi des régions voisines, notamment de Nouvelle Aquitaine, et même de pays voisins comme l'Espagne.

La consommation électrique en Haute-Garonne est alimentée par un mélange de différentes sources qui se complètent, notamment la centrale nucléaire de Golfech située dans le Tarn-et-Garonne, à environ 90 km de Toulouse, mais aussi des sources d'énergies renouvelables, comme l'hydraulique venant des Pyrénées, ainsi que de l'éolien et du solaire.

Production : essentiellement des énergies renouvelables

L'électricité produite en Haute-Garonne est essentiellement d'origine renouvelable, avec de l'hydraulique, du solaire, de l'éolien et de la biomasse. De l'énergie thermique fossile complète



Ici, l'électricité produite par la centrale hydroélectrique du lac d'OO à Luchon. Photo DDM, Thierry Bordas, archives.

la production électrique du département. La production d'électricité en Haute-Garonne évolue, notamment grâce au développement des énergies renouvelables. La consommation évolue également, avec des efforts d'économie d'énergie mais aussi avec le développement de

La production d'électricité en Haute-Garonne évolue, notamment grâce au développement des énergies renouvelables.

nouveaux usages de l'électricité, à l'image de la voiture électrique. Si la centrale de Golfech est encore une importante source d'électricité, la transition énergétique est en route. Selon l'entreprise RTE (Réseau Transport

d'Électricité), chargée du transport d'électricité entre les centrales de production et les zones de consommation, 55 % de l'énergie produite en Occitanie en 2015 est d'origine nucléaire (soit une hausse de 26 % par rapport à l'année 2014, due à une plus forte sollicitation du nucléaire en 2015). Viennent ensuite l'énergie d'origine hydraulique (31 %), l'énergie d'origine éolienne (7 %), l'énergie solaire (5 %), les bioénergies (2 %) et enfin l'énergie thermique et fossile (1 %). En 2015, les conditions d'ensollement ainsi que l'augmentation du parc de production ont engendré une croissance de la production solaire de 23 % par rapport à l'année 2014. La région Occitanie a consommé en 2016 37,6 TWh d'électricité, ce qui représente 7,8 % de la consommation française. *Amélie Phillipson*

RTE POUR LE TRANSPORT DE L'ÉLECTRICITÉ

En charge du transport d'électricité depuis les centrales de production vers les zones de consommation, l'entreprise RTE (Réseau Transport d'Électricité) gère les lignes à haute et très haute tension, qui sont les autoroutes de l'électricité.

RTE a pour clients les producteurs d'électricité reliés au réseau, ainsi que les grands sites industriels et distributeurs qui acheminent l'électricité chez les particuliers. RTE a également pour mission d'assurer l'équilibre entre production et consommation d'électricité dans toute la France.

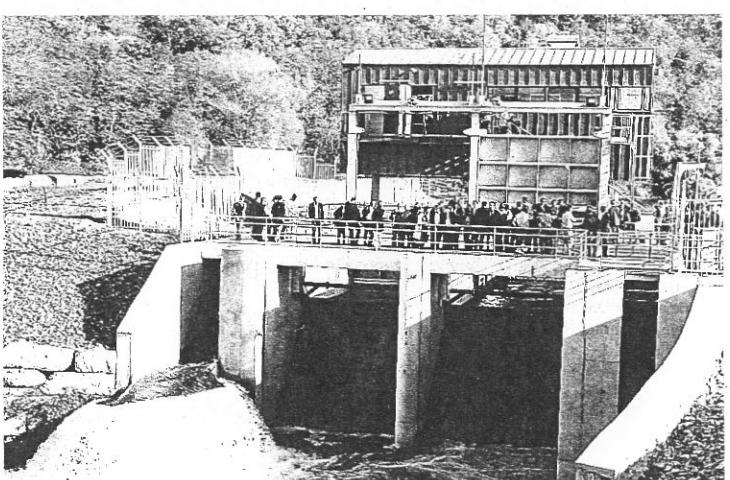
À Toulouse, le centre de dispatching de RTE gère 20 départements du Sud-Ouest de la France. L'équipe de RTE dispose d'un grand synoptique mural et d'écrans d'ordinateurs sur lesquels figurent toutes les lignes électriques et les postes de transformation du secteur Sud-Ouest. Le centre de contrôle de Toulouse est aussi équipé d'un dispositif permettant de prévoir et de suivre en temps réel la production éolienne et photovoltaïque sur l'ensemble du territoire national.

A.Ph.

TOULOUSE PRODUIT L'ÉQUIVALENT DE 83 % DE CE QU'ELLE CONSOMME POUR ÉCLAIRER SES RUES

La ville de Toulouse produit une partie de l'électricité qu'elle consomme. Et cela d'une façon écologique grâce à la Garonne. Depuis 1922, la mairie possède une centrale hydroélectrique installée sur l'île du Ramier, en aval, bien connue des Toulousains. Et depuis mi-2014, la municipalité a concrétisé un vieux projet, celui d'une seconde usine, en amont de l'île du Ramier, sur la chaussée de la Cavaletade, à hauteur de l'Oncopole. En 2014, une petite centrale photovoltaïque a aussi vu le jour sur les terrains de l'usine de traitement des eaux de Pech-David.

La production d'électricité provient pour la grande majorité de l'usine du Ramier (22 GWh en 2015). Puis de l'usine de la Cavaletade (3 GWh) et de la centrale photovoltaïque (0,3 GWh). Au total, Toulouse produit l'équivalent de 83 % de sa consommation d'éclairage public, selon le chiffre 2015, fourni par Emilion Esnault, conseiller délégué en charge de la Régie municipale d'électricité et de l'éclairage public.



L'usine de la Cavaletade, près de l'Oncopole, lors de son inauguration en octobre 2014. Photo DDM, archives, Michel Viala

de 64 %. La construction d'une nouvelle usine n'explique pas à elle seule cette progression. La consommation pour l'éclairage dans les rues a aussi diminué de 34 à 30 GWh « grâce à la modernisation du parc d'éclairage et à nos efforts », souligne l'élu. Moins de consommation, plus de production : l'effet ciseau, pour une fois, a joué dans le bon sens

pour les finances publiques...

La Ville possède deux usines hydroélectriques dans Toulouse.

Dans les faits, l'électricité est revendue à EDF. Le bénéfice de la Régie municipale d'électricité est ensuite réinvesti ou

versé dans les caisses de la ville. Une électricité verte, inépuisable et qui rapporte... Selon le débit de la Garonne la production peut varier. Quatre centrales sont implantées dans la Ville rose au bord de la Garonne : les deux municipales, celles d'EDF au Bazacle et d'un privé, toujours au Bazacle, de l'autre côté de la chaussée.

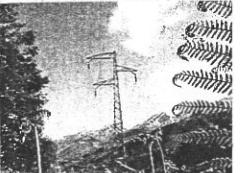
J.-N. G.

UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE EN PROJET

« Il n'y a plus de chute d'eau à exploiter sur la Garonne à Toulouse », observe Emilion Esnault, conseiller délégué. Plus de chute d'eau et donc plus de possibilité de produire ainsi de l'électricité. La ville a donc décidé de se tourner vers le photovoltaïque. Le projet d'une grande centrale est étudié depuis un an et demi. Et il pourrait voir le jour à proximité de l'Oncopole. L'objectif de la municipalité est ambitieux.

Si Toulouse produit aujourd'hui l'équivalent de 83 % de ce qu'elle consomme pour éclairer ses rues, le but est de dépasser les 100 % et donc de changer le référentiel de comparaison, en optant pour la consommation électrique de l'ensemble des bâtiments municipaux. L'éclairage public ne représente que 40 % de la consommation totale de la mai-

J.-N.G.



21 FEV. 2017

transport

200 euros pour passer au vélo électrique

Depuis hier et jusqu'au 31 janvier 2018, l'État octroie une aide de 200 euros à tous les futurs acquéreurs d'un vélo à assistance électrique (VAE). Cette aide, assimilable au « bonus écologique » des véhicules hybrides et électriques, est loin d'être superflue puisque le prix moyen d'un VAE en France est de 1 080 €, et peut atteindre 5 000 € pour les modèles les plus perfectionnés.

Une offre non cumulable

L'offre publiée au Journal Officiel ce samedi 18 février est plus précisément destinée à « l'acquisition ou la location de véhicules à moteur à deux ou trois roues, et de quadricycles à moteur électriques d'une puissance maximale nette du moteur inférieure à 3 kW et n'utilisant pas



Prix moyen d'un VAE : 1 080 euros./

de batterie au plomb ». Pour en bénéficier, il suffira de présenter sa facture d'achat à l'Agence de Services et de Paiement. Un portail internet devrait également ouvrir dans les prochaines

semaines. D'autre part, cette mesure concerne chaque acheteur et non chaque achat de vélo et n'est donc valable qu'une seule fois par personne. En outre, elle n'est pas cumulable avec les mesures accordées par de nombreuses villes ou agglomérations. L'offre réclamée par la Fédération des usagers de la bicyclette (FUB), le Réseau action climat ou la Fédération des usagers des transports (Fnaut) devrait permettre de dépasser le record des 100 000 VAE vendus en France en 2016. En effet, jusqu'ici, les aides à l'achat ou à la location de véhicules peu polluants étaient réservées aux voitures, camionnettes, deux ou trois roues motorisés. Pour bénéficier d'une subvention à l'achat d'un VAE,

il fallait se tourner vers sa mairie. Angers, Blois, Rouen... Une quarantaine de villes et agglomérations proposent déjà une aide à l'achat. Par exemple, la ville de Paris subventionne 33 % du prix d'achat d'un vélo à assistance électrique, dans la limite de 400 euros.

Depuis le 1er janvier, une prime de 1 000 euros est également accordée pour l'achat d'un scooter électrique. « Ce qu'il faut maintenant, c'est la révolution du transport propre, ce sont des villes respirables, c'est le transport électrique en ville, ce sont des modes de locomotion différents », avait justifié Ségolène Royal, la ministre de l'Ecologie en annonçant cette mesure en décembre dernier.

Fleur Olagnier

18 FEV. 2017

SAINT-JEAN

Le centre de loisirs aux couleurs du Pôle Nord

« C'est trop bien de s'amuser en créant autant de choses auxquelles on n'aurait pas pensé », commente un jeune Saint-Jeanais fréquentant l'accueil de loisirs durant les vacances. Lors de ces deux semaines, ils étaient une centaine à s'y retrouver tous les jours hormis les week-ends. Le thème choisi a été celui du Pôle Nord. Il a permis de décliner diverses animations allant du hockey en passant par la création de fresques et d'une réalisation appelée « Banquise » qui représentait un magnifique décor aux formes blanches. Les jeunes artistes ont expliqué leur œuvre au maire Marie-Dominique Vézian qui était venue les visiter en compagnie de Céline Moretto, son adjointe à la Famille et à l'éducation. Il y a eu également des ateliers de cuisine, de danse, la construction d'un igloo et bien d'autres activités qui laisseront aux enfants de sacrés souvenirs. Parfois déguisés en chevalier ou en phoque dans l'enceinte de



L'équipe des jeunes hockeyeurs avec leurs animateurs et les élues.

l'école Saint-Jean Centre accueillant le centre de loisirs, les animateurs ont troqué leurs déguisements d'ours ou de phoque lors des sorties. Celles-ci ont été multiples

entre le bowling, la visite du Museum d'histoire naturelle ou même l'après-midi théâtrale, à Palumbo, avec la pièce Maestro Pinguini.

LA DÉPÉCHE

DU MIDI

Nord-Est

20 FEV. 2017

SAINT-JEAN

Réunion écopâturage

Ce lundi, à 18 h 30, à la salle de l'âge d'Or, le service Développement durable organise une réunion publique écopâturage pour les riverains des Planes.

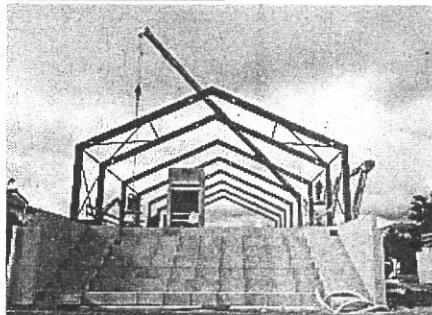
LA DÉPÈCHE

DU MIDI

Nord-Est

SAINT-JEAN

21 FEV. 2017



Le BTP offre des débouchés comme le montre la construction du bâtiment Les Granges.

L'offre de formation dans le BTP

Vendredi 24 février de 9 h 30 à 12 heures à la Maison commune, la Maison commune Emploi Formation de Saint-Jean organise un atelier d'information sur l'offre de formation pour les métiers du bâtiment, proposée par la Région Occitanie. Cette matinée déclinera les différentes voies d'accès pour travailler dans le secteur du BTP. Vous pourrez bénéficier de conseils sur la construction de votre parcours.

Le nombre de places étant limité, s'inscrire à info@mcefnet.fr ou au 05 34 25 02 29 en précisant le (s) métier (s) qui vous intéresse (nt).